



KPMG SA  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex

# Auteuil Petite Enfance

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024  
Auteuil Petite Enfance  
40 Rue Jean de la Fontaine - 75016 PARIS

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ( private company limited by guarantee ).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex

## **Auteuil Petite Enfance**

40 Rue Jean de la Fontaine - 75016 PARIS

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale de l'association Auteuil Petite Enfance,

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Auteuil Petite Enfance relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris la Défense, le 22 mai 2025

KPMG SA



Thierry Champion

Associé

## BILAN ACTIF

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	41 216	32 588	8 628	13 830
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	2 156	2 156		
Immobilisations incorporelles en cours	67 026		67 026	
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	39 921	20 391	19 530	23 522
Constructions	2 445 845	976 498	1 469 347	1 632 645
Installations techniques, matériel et outillage industriels	668 051	531 810	136 240	119 213
Immobilisations corporelles en cours	0		0	2 100
Autres	667 133	595 281	71 852	91 303
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	7 559		7 559	7 141
<b>TOTAL I</b>	<b>3 938 907</b>	<b>2 158 724</b>	<b>1 780 184</b>	<b>1 889 755</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	206 594	114 798	91 795	95 653
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	2 688 715		2 688 715	3 103 078
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	589 877		589 877	302 278
Charges constatées d'avance	14 249		14 249	2 595
<b>TOTAL II</b>	<b>3 499 435</b>	<b>114 798</b>	<b>3 384 637</b>	<b>3 503 604</b>
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>7 438 342</b>	<b>2 273 522</b>	<b>5 164 820</b>	<b>5 393 359</b>

## BILAN PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	1 303 698	1 287 815
Excédent ou déficit de l'exercice	13 574	15 883
Situation nette (sous total)	1 317 273	1 303 698
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	1 149 812	1 269 459
Provisions réglementées		
<b>TOTAL I</b>	<b>2 467 084</b>	<b>2 573 157</b>
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
<b>TOTAL I bis</b>		
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	16 540	21 478
<b>TOTAL II</b>	<b>16 540</b>	<b>21 478</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	130 616	82 165
<b>TOTAL III</b>	<b>130 616</b>	<b>82 165</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	405 608	324 239
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 237 863	1 353 192
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	60 586	15 515
Autres dettes	846 523	1 023 613
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
<b>TOTAL IV</b>	<b>2 550 580</b>	<b>2 716 558</b>
Ecart de conversion Passif (V)		
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)</b>	<b>5 164 820</b>	<b>5 393 359</b>

## COMPTE DE RESULTAT EN LISTE

	Exercice N	Exercice N-1
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	842 450	820 205
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	9 452 978	8 222 444
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	1 194 000	770 000
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 279	92 302
Utilisations des fonds dédiés	4 938	
Autres produits	240 552	213 889
<b>TOTAL I</b>	<b>11 736 197</b>	<b>10 118 841</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	2 796 679	2 655 448
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	767 927	661 362
Salaires et traitements	5 466 770	4 784 894
Charges sociales	2 117 277	1 622 918
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	295 014	282 671
Dotations aux provisions	48 451	
Reports en fonds dédiés		9 421
Autres charges	235 904	89 509
<b>TOTAL II</b>	<b>11 728 022</b>	<b>10 106 221</b>
<b>1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>8 174</b>	<b>12 620</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 957	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL III</b>	<b>1 957</b>	
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	124	302
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL IV</b>	<b>124</b>	<b>302</b>
<b>2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>1 833</b>	<b>(302)</b>

**COMPTE DE RESULTAT EN LISTE - SUITE**

	Exercice N	Exercice N-1
<b>3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS ( I - II + III - IV)</b>	<b>10 007</b>	<b>12 317</b>
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	3 567	3 425
Sur opérations en capital		200
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>TOTAL V</b>	<b>3 567</b>	<b>3 625</b>
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion		60
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
<b>TOTAL VI</b>		<b>60</b>
<b>4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL ( V - VI)</b>	<b>3 567</b>	<b>3 565</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)</b>	<b>11 741 720</b>	<b>10 122 466</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>11 728 146</b>	<b>10 106 583</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>13 574</b>	<b>15 883</b>
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>		



## ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Exercice Comptable du 1<sup>er</sup> Janvier au 31 Décembre 2024

### SOMMAIRE DES ANNEXES

#### [A / Objet social de l'entité](#)

#### [B / Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées](#)

#### [C / Description des moyens mis en œuvre](#)

#### [D / Faits caractéristiques, principes comptables, méthode d'évaluation, comparabilité des comptes](#)

- 1 – Faits significatifs de l'exercice
- 2 – Méthodes Comptables
- 3 – Comparabilité des comptes
- 4 – Evènement postérieur à la clôture
- 5 – Rémunération globale des dirigeants

#### [E / Notes relatives aux postes de Bilan](#)

- 1 – Actif immobilisé
- 2 – Amortissement et dépréciation des immobilisations
- 3 – Stocks et en cours
- 4 – Créances et dettes
- 5 – Valeurs mobilières de placement
- 6 – Fonds propres
- 7 – Subventions d'investissement
- 8 – Provisions
- 9 – Fonds dédiés
- 10 – Emprunts et dettes
- 11 – Autres informations

#### [F / Notes relatives aux postes du compte de résultat](#)

- 1 – Décomposition des produits d'activité par financeurs
- 2 – Détail des charges et produits exceptionnels
- 3 – Commissaire aux comptes
- 4 – Ventilation de l'effectif moyen

### A / Objet social de l'entité

L'association a pour objet (article 3 des statuts) :

- D'accueillir, sans considération d'origine, de religion ni de ressources, des enfants dans le cadre général des missions liées à la petite enfance (prévention, éducation, pédagogie, santé).
- D'accueillir singulièrement et dans un cadre légal, à la demande notamment, des familles ou de leurs représentants légaux, des services sociaux, ou de l'institution judiciaire, des jeunes enfants de deux mois et demi à 6 ans, garçons ou filles, en rupture familiale, sociale ou en processus d'exclusion, victimes de maltraitance ou de carences affectives, orphelins, abandonnés ou issus de familles en détresse et également d'une manière générale tout jeune enfant en difficulté ou en situation de handicap.
- De créer et de gérer des établissements d'accueil collectif pour ces jeunes enfants et à développer toutes actions concourant à ce but ;
- D'exercer une mission de prévention précoce auprès des familles en difficulté ;
- De soutenir les parents dans l'exercice de leurs responsabilités ;
- De permettre à des parents en difficulté, et notamment à des mères isolées, d'accéder à un mode de garde pour leurs jeunes enfants et ainsi d'avoir la possibilité d'accéder à un emploi ou à une formation ;
- De répondre à des besoins peu ou mal satisfaits, notamment pour les parents ayant des horaires atypiques ;
- D'exercer son action de manière autonome ou en assistance et en partenariat avec les institutions propres privées et publiques des départements français. Elle peut passer des conventions avec l'Etat, les collectivités locales ainsi qu'avec tout organisme concourant même partiellement à son objet.
- D'acquérir, de louer ou de donner à bail directement ou indirectement tous les biens nécessaires à la réalisation de son objet ou en avoir la jouissance.

### B / Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Sur l'année 2024, les missions sociales ont été réalisées sur l'ensemble de la France métropolitaine au sein de 17 établissements (ouverture de 2 établissements en septembre 2023), répartis sur 9 villes et 9 départements, et représentant 500 berceaux au 31/12/2024 pour 1 063 enfants différents présents au cours de l'année.

Ces missions sociales ont été réalisées dans 13 Multi-Accueils Collectifs, 3 Micro-crèches, un Lieu d'Accueil Enfants Parents (LAEP), des espaces de soutien à la parentalité et un dispositif d'accompagnement à l'insertion sociale et professionnelle.

### C / Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Investissements :

- Locaux et matériels adaptés à l'accueil de très jeunes enfants et de parents
- Sur l'exercice 2024, étude et déploiement d'un logiciel SIRH, renouvellement de matériel d'hébergement, éducatif et administratif (pour un total global de 159 708 €)

- Ressources humaines :

- Essentiellement des salariés embauchés dans le cadre de la CCN83 (Convention collective nationale des acteurs du lien social et familial) - en moyenne mensuelle : sur 2024, 204 salariés pour 191 etp, sur 2023, 201 salariés pour 190 etp.
- Les recrutements 2024 ont concerné tous les profils de postes (Direction, Infirmière puéricultrice, Educateur de Jeunes Enfants, Auxiliaire de puériculture, non diplômé) : 114 embauches pour 111 fins de contrat (dont 47 fins de contrat CDD).
- Sur 2024, la masse salariale a évolué suite à une refonte complète du système de rémunération de la CCN83 (Convention collective nationale des acteurs du lien social et familial) ainsi qu'une revalorisation des salaires pour améliorer l'attractivité des métiers dans la Petite Enfance.
- La masse salariale brute est en augmentation entre 2023 et 2024, respectivement pour 4 784 984 € et 5 466 770 €, suite à l'évolution conventionnelle et au fonctionnement en année pleine, sur 2024, de deux établissements ouverts dans le courant de l'année 2023.

- Formation :

- La politique de formation s'appuie sur un Plan de formation budgété à hauteur de 139 384 € en 2024 (contre 133 227 € en 2023) intégrant des financements de l'OPCO Uniformation à hauteur de 78 708 €.
- Globalement, la formation a représenté 7 237 heures de formation contre 7 532 heures en 2023.

- Autres moyens engagés :

- Contrats de prestation de services pour l'alimentation des jeunes enfants accueillis à hauteur de 557 849 € en 2024 (pour 518 745 € en 2023)
- Contrats de location et charges locatives pour les locaux et matériel à hauteur de 403 097€ auxquels s'ajoute des frais d'entretien et réparations à hauteur de 154 514 €
- Contrats en lien avec l'utilisation des locaux, soit en fournitures directes de fluides (gaz, électricité, eau) à hauteur de 145 781 €, soit en contrat de prestation (nettoyage) à hauteur de 93 891 €

[D / Faits caractéristiques, principes comptables, méthode d'évaluation, comparabilité des comptes](#)

**1 – Faits significatifs de l'exercice**

L'activité a augmenté de 0.3 % par rapport à 2023 (dans la continuité de l'augmentation de 6.7 % entre 2023 et 2022) sur les heures facturées. Ces variations s'expliquent par l'augmentation du périmètre en année pleine, avec deux ouvertures à l'automne 2023, mais aussi une sous-activité chronique (constaté également sur tout le secteur de la Petite Enfance depuis la sortie du Covid) et ponctuelle sur certains établissements.

Les postes de charges du Compte de Résultat ont augmenté de 16 % par rapport à 2023. Ces évolutions s'expliquent avec l'augmentation de l'activité liée aux ouvertures et avec l'inflation élevée sur des postes significatifs de charges (électricité, couches, entretien, alimentation, ...). L'impact des évolutions conventionnelles sur la masse salariale et les dépenses de formation et d'intérim expliquent aussi ces évolutions.

Les postes de produits du Compte de Résultat ont augmenté de 16 % par rapport à 2023. Ces évolutions s'expliquent essentiellement par l'augmentation proportionnelle des produits liés directement à l'activité (facturation famille, financement PSU complété par différents bonus des CAF, financement de certaines mairies au tarif horaire) ainsi que par la contribution financière de la Fondation Apprentis d'Auteuil.

La poursuite du déploiement de la « Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté » dans son volet Petite Enfance s'est poursuivi cette année au niveau des bonus territoire. L'attribution et le calcul de ces bonus territoire sont liés à la signature par certaines Mairies de nouvelle convention avec la CAF départementale de rattachement (en lieu et place des Contrat Enfance Jeunesse). Les financements des Mairies sur les établissements, dans la zone géographique, concernée sont ainsi progressivement modifiés.

## **2 – Méthodes Comptables**

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement n° 2014-03 et ses règlements modificatifs, ainsi que son adaptation aux associations et fondations conformément au règlement n° 2018-06.

- Image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité
- Régularité, sincérité
- Prudence

L'application de ce règlement constitue un changement de méthodes comptables (cf point 3).

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite du coût historique.

## **3 – Comparabilité des comptes**

Néant

## **4 – Evènement postérieur à la clôture**

Néant

## **5 – Rémunération globale des dirigeants**

En application de l'article 20 de la loi de 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants salarié ou bénévoles s'est élevé à 0 € au cours de l'exercice.

**1 – Actif immobilisé****Immobilisations incorporelles et corporelles – Immobilisations financières****Tableau des immobilisations en valeur brute**

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>			
Frais d'établissement et de développement	41 216		
Autres immobilisations incorporelles	2 156		67 026
<b>TOTAL immobilisations incorporelles :</b>	<b>43 372</b>		<b>67 026</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>			
Terrains	39 921		
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui	12 893		
Constructions installations générales	2 432 952		
Installations techniques et outillage industriel	588 786		79 264
Installations générales, agencements et divers	13 540		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	640 594		12 999
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	2 100		
Avances et acomptes			
<b>TOTAL immobilisations corporelles :</b>	<b>3 730 787</b>		<b>92 264</b>
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	7 141		418
<b>TOTAL immobilisations financières :</b>	<b>7 141</b>		<b>418</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>3 781 299</b>		<b>159 708</b>

  

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légalés
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'étab. et de développement			41 216	
Autres immobilisations incorporelles			69 182	
<b>TOTAL immobilisations incorporelles :</b>			<b>110 398</b>	
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains			39 921	
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui			12 893	
Constructions installations générales			2 432 952	
Install. techn., matériel et out. industriels			668 051	
Inst. générales, agencements et divers			13 540	
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.			653 593	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours		2 100	0	
Avances et acomptes				
<b>TOTAL immobilisations corporelles :</b>		<b>2 100</b>	<b>3 820 950</b>	
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>				
Participations mises en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immo. financières			7 559	
<b>TOTAL immobilisations financières :</b>			<b>7 559</b>	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>		<b>2 100</b>	<b>3 938 907</b>	

## 2 – Amortissement et dépréciation des immobilisations

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement	27 386	5 202		32 588
Autres immobilisations incorporelles	2 156			2 156
<b>TOTAL immobilisations incorporelles :</b>	<b>29 542</b>	<b>5 202</b>		<b>34 743</b>
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	16 399	3 992		20 391
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui	11 625	400		12 026
Constructions installations générales	801 574	162 898		964 472
Installations techn. et outillage industriel	469 573	62 237		531 810
Inst. générales, agencements et divers	8 961	3 164		12 125
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.	553 870	29 286		583 156
Emballages récupérables et divers				
<b>TOTAL immobilisations corporelles :</b>	<b>1 862 003</b>	<b>261 977</b>		<b>2 123 980</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>1 891 545</b>	<b>267 179</b>		<b>2 158 724</b>

L'amortissement est calculé de manière linéaire de la durée d'utilité des actifs concernés.

Les durées d'utilité retenues sont les suivantes :

Logiciels	2 à 3 ans
Acquisition immobilière	33 ans
Agencement	5 à 15 ans
Matériel et outillage	4 à 10 ans
Matériel informatique	3 à 4 ans
Matériel de bureau	10 ans
Mobilier Hébergement & Enseignement	5 à 10 ans

## 3 – Stocks et en cours

Néant



#### 4 – Créances

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
<b>DE L'ACTIF IMMOBILISÉ</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	7 559	418	7 141
<b>TOTAL de l'actif immobilisé :</b>	<b>7 559</b>	<b>418</b>	<b>7 141</b>
<b>DE L'ACTIF CIRCULANT</b>			
Clients douteux ou litigieux	96 232		96 232
Autres créances clients	110 362	110 362	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	14 397	14 397	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	80 169	80 169	
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée			
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers	2 279 552	2 279 552	
Groupe et associés	292 680	292 680	
Débiteurs divers	21 916	21 916	
<b>TOTAL de l'actif circulant :</b>	<b>2 895 309</b>	<b>2 799 077</b>	<b>96 232</b>
<b>CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE</b>	14 249	14 249	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>2 917 117</b>	<b>2 813 745</b>	<b>103 373</b>

#### 5 – Valeurs mobilières de placement

Néant



## 6 – Fonds propres

	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	1 287 815	15 883			1 303 698
Excédent ou déficit de l'exercice	15 883	(15 883)	13 574		13 574
<b>Situation nette</b>	<b>1 303 698</b>		<b>13 574</b>		<b>1 317 273</b>
Fonds propres consomptibles					
Subventions d'investissement	1 269 459		10 315	129 962	1 149 812
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>2 573 157</b>		<b>23 889</b>	<b>129 962</b>	<b>2 467 084</b>

## 7 – Subventions Investissements

### Subventions Investissements

Montant des subventions d'équipement :	2 224 663
Montant de la quote part virée au résultat 2024 :	161 825
Montant total des subventions reprises au résultat au 31/12/2024 :	1 074 852
Subventions restant à rapporter au résultat :	1 149 812

## 8 – Provisions

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
<b>PROVISIONS RÉGLEMENTÉES</b>				
Provisions pour litiges Prov. pour garant. données aux clients Prov. pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Prov. pour pensions et obligat. simil. Provisions pour impôts Prov. pour renouvellement des immo. Provisions pour gros entretien et grandes révisions Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres prov. pour risques et charges	82 165	48 451		130 616
<b>PROV. POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>82 165</b>	<b>48 451</b>		<b>130 616</b>
Prov. sur immobilisations incorporelles Prov. sur immobilisations corporelles Prov. sur immo. titres mis en équival. Prov. sur immo. titres de participation Prov. sur autres immo. financières Provisions sur stocks et en cours Provisions sur comptes clients Autres provisions pour dépréciation	88 242	27 835	1 279	114 798
<b>PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION</b>	<b>88 242</b>	<b>27 835</b>	<b>1 279</b>	<b>114 798</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>170 407</b>	<b>76 286</b>	<b>1 279</b>	<b>245 414</b>

Les passifs relatifs aux engagements de l'entité en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et d'allocations en raison du départ à la retraite ou avantages similaires des membres de son personnel sont constatés sous forme de provision.

Les paramètres de calcul de cette provision sont les suivants :

- Calcul du nombre de mois d'indemnités à verser en fonction du protocole social ou de la convention collective applicable et de l'ancienneté maximum à l'âge de la retraite
- Application d'un taux de rotation pour tenir compte de la probabilité de départ en fonction de la catégorie du salarié
- Application de l'abattement du taux de mortalité en fonction de l'âge du salarié
- Utilisation pour le taux d'actualisation d'une courbe des taux à long terme publiée par l'Institut des Actuaire
- Utilisation de la méthode du « corridor » pour l'étalement sur 10 ans des écarts « actuariels ».

## 9 – Fonds dédiés

		A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
				Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation (1)		(21 478)		(4 938)			(10 540)	
Contributions financières d'autres organismes (1)								
Ressources liées à la générosité du public (1)								
<b>TOTAL</b>		<b>(21 478)</b>		<b>(4 938)</b>			<b>(10 540)</b>	

(1) Les lignes sont à ventiler par projet ou catégorie de projet

## 10 – Emprunts et dettes

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	405 608	405 608		
Personnel et comptes rattachés	486 113	486 113		
Sécurité sociale et autres organismes	568 635	568 635		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	183 115	183 115		
Dettes sur immo. et comptes rattachés	60 586	60 586		
Groupe et associés	839 510	839 510		
Autres dettes	7 013	7 013		
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>2 550 580</b>	<b>2 550 580</b>		

## 11 – Autres informations

### Détail des charges constatées d'avance

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	14 249	
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
<b>TOTAL</b>	<b>14 249</b>	

Nom du fournisseur	Montant de la facture	Date facture	Prorata	Montant de la Provision
RENTOKIL	963	30/05/2024	46%	437
CAELUENERG	9 600	01/01/2024	58%	5 600
MUTUALLEASE	221	16/12/2024	100%	221
ECOLAB	1 001	17/10/2024	79%	792
ECOLAB	1 898	01/10/2024	58%	1 107
ENTRECONSE	638	01/09/2024	58%	372
HERVETHERM	1 639	14/10/2024	50%	819
BIOQUAL	226	01/10/2024	40%	91
DORMAKABA	541	12/04/2024	26%	135
ECOLAB	1 191	03/10/2024	75%	893
AMET	1 196	19/12/2024	100%	1 196
ECOLAB	1 899	01/04/2024	17%	316
CRYOTEK	1 206	03/06/2024	42%	502
CRYOTEK	1 206	03/06/2024	42%	502
FRN0000933	949	01/12/2024	92%	870
ECOLAB	949	11/07/2024	42%	396

### Détail des charges à payer

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	93 041
Dettes fiscales et sociales	713 664
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	
<b>TOTAL</b>	<b>806 704</b>

*F / Notes relatives aux comptes de Résultat*

Financiers				
	N		N-1	
	Montant	%	Montant	%
<b>Financement Privé</b>	<b>2 020 876</b>	<b>18%</b>	<b>1 588 505</b>	<b>16%</b>
- Familles	826 876	7%	818 505	8%
- Mécénat	-	0%	-	0%
- Autres Financements Privés	1 194 000	10%	770 000	8%
<b>Financement Public</b>	<b>9 452 978</b>	<b>82%</b>	<b>8 222 444</b>	<b>84%</b>
- CAF	6 924 032	60%	5 947 595	61%
- Mairie	1 867 417	16%	1 723 398	18%
- Département	144 393	1%	163 644	2%
- Région	9 755	0%	37 028	
- Autres Financements Publics	507 381	4%	350 779	4%
<b>TOTAL</b>	<b>11 473 854</b>	<b>100%</b>	<b>9 810 949</b>	<b>100%</b>

## 2 – Détail des produits et charges exceptionnels

PRODUITS EXCEPTIONNELS	Montant	Imputé au compte
CAF ABELIUM/BLEU ELECT	3 567	771

<b>TOTAL</b>	<b>3 567</b>	
--------------	--------------	--

CHARGES EXCEPTIONNELLES	Montant	Imputé au compte

<b>TOTAL</b>		
--------------	--	--

## 3 – Commissaire aux comptes

Le montant des honoraires du commissaire aux comptes pour l'exercice 2024 s'élève à 18 926,03 euros TTC.

## 4 – Ventilation de l'effectif moyen

	31/12/2024	31/12/2023
ETP	191	190